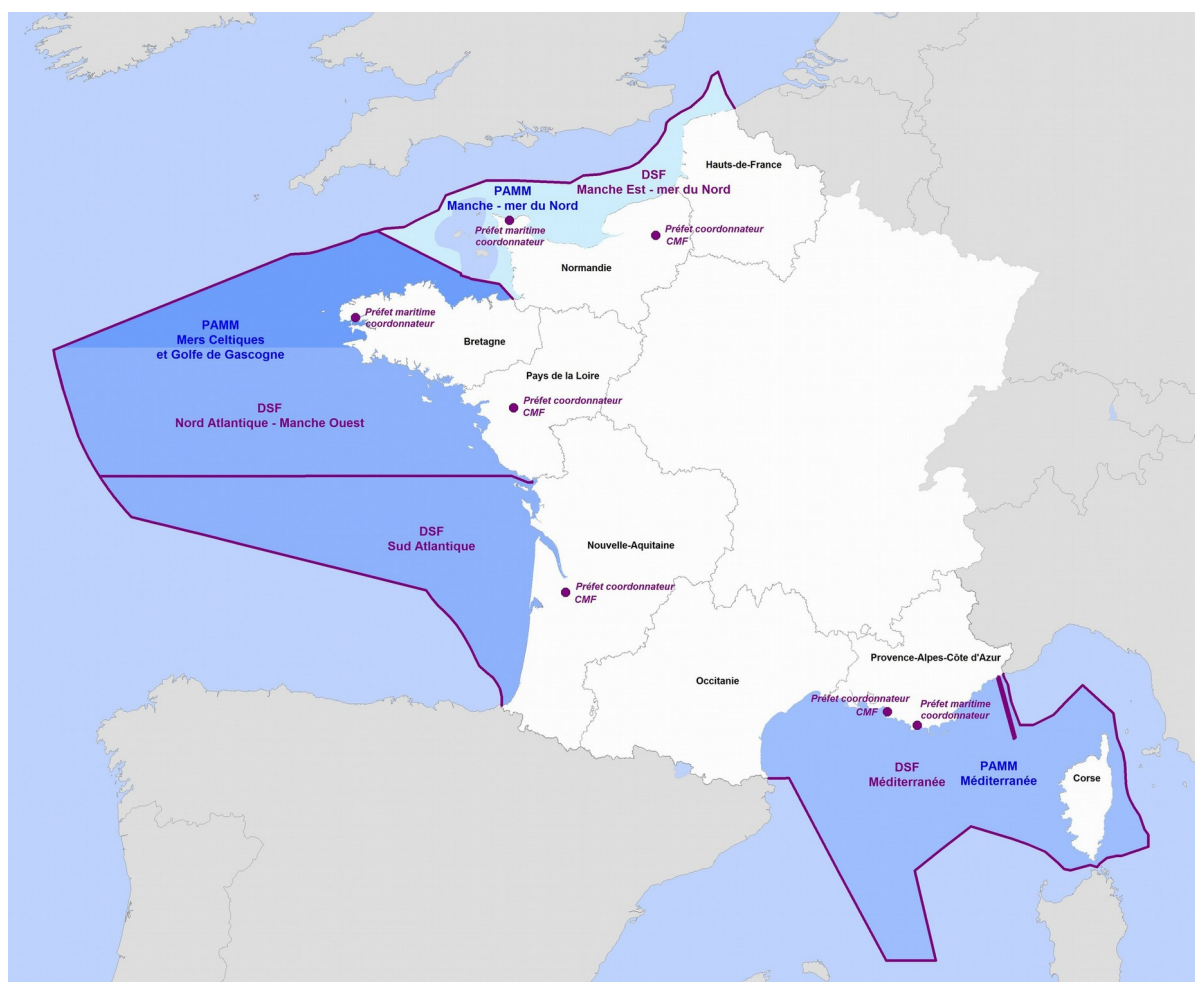


Comité spécialisé pour la recherche marine, maritime et littorale

Relecture des documents stratégiques de façade

COMPILATION DES COMMENTAIRES

Version du 23 avril 2019



Cartographie des différentes façades maritimes hexagonales (Source : Cerema)

PAMM : plan d'action pour le milieu marin (volet environnemental des DSF) / CMF : conseil maritime de façade présidé par le préfet maritime

Commentaires généraux

- Les documents stratégiques de façade sont très informatifs et de très bonne qualité. Il est reconnu qu'un énorme travail a été effectué pour arriver à ces documents.
- Les expertises sont cloisonnées, il manque un peu de transversalité dans l'analyse scientifique, qui est importante pour les indicateurs.
- Les objectifs économiques sont moins précis contrairement aux objectifs environnementaux.
- Les objectifs sociaux et sociétaux (partie sciences humaines et sociales) sont peu pris en compte dans les documents.
- Il n'y a pas suffisamment de croisement entre les stratégies socio-économiques et environnementales dans les documents.
- Il manque dans l'ensemble des documents, un listing des références, données, méthodologies, ouvrages scientifiques utilisés pour rédiger les documents stratégiques de façade.
- Il manque un lien « science et société » avec les aquariums et l'économie bleue.
- Les pressions exercées par les pollutions telluriques sur les différents enjeux écologiques (voire socio-économiques) sont souvent pas assez détaillées.
- Les documents expriment une absence de connaissance sur les impacts de l'éolien en mer : manque de connaissance relatif et dynamique dépendant des sujets et du contexte.
- Les documents sous-estiment les effets et les impacts du changement climatique.
- Manque de connaissances scientifiques de l'état des habitats, leur localisation et les effets des activités humaines sur ces habitats. Cette insuffisance pousse les autorités environnementales à recourir à l'approche de précaution et à l'adoption de mesures limitatives des activités humaines disproportionnées au regard des objectifs environnementaux. Cette disproportion génère une incompréhension des usagers et acteurs économiques concernés et un rejet par eux de ces mesures.
- Pour la pêche, sous-estimation du caractère européen de l'enjeu et notamment existence de droits historiques dans les zones de pêcheurs étrangers ou suite au Brexit du futur report des activités de pêche française dans nos eaux si plus d'accès aux eaux britanniques.
- Lors de la définition des objectifs des plans et programmes, il faut indiquer que l'acquisition de connaissances et la poursuite de recherches fondamentales est un objectif à part entière. L'approfondissement des connaissances et des recherches est à considérer comme une action des plans et programmes. Il faut mettre en relation l'état de la connaissance et le passage à l'action/phase opérationnelle.
- De nombreux objectifs D1 à D11 liés à la DCSMM sont exprimés en termes de limitation des perturbations ; ce qui dans la pratique pour l'implantation de nouvelles activités pose la question de la quantification de ce qui est acceptable en termes de résilience de l'écosystème considéré. Aucune activité n'a une incidence nulle mais une incidence ne signifie pas une perte de fonctionnalité. C'est sans doute là qu'est le principal manque de connaissances pour éclairer les controverses naissantes (cas de l'algoculture ou de l'extraction de sables coquilliers).

- Identification des manques en termes de connaissances scientifiques qu'il conviendrait d'acquérir :
 - Pollution de l'eau par les résidus médicamenteux (perturbateurs endocriniens).
 - Changement climatique et modification des populations halieutiques (sur la migration la reproduction) : conséquences sur les zones essentielles pour les pêcheurs.
 - Changement climatique et modification sur les traits de côtes, sur les habitats et impacts sur les infrastructures et les zones côtières urbanisées, les élevages conchylicoles et algocoles, l'aquaculture en général.
 - Conséquence du Brexit sur les collaborations scientifiques outre-Manche, sur le potentiel report d'activité sur les zones de pêches dans les eaux françaises.
 - Impact des éoliennes sur les habitats et espèces ? (Retour d'expérience sur les autres parcs européens) et énergies alternatives ?
 - Connaissances et cartographie plus précises sur les périodes importantes du cycle de vie des ressources halieutiques (fraie, nourrissage, migration).
 - Amélioration des connaissances sur les habitats marins.
 - Motorisation alternative des navires.
 - Sélectivité des engins de pêche et technique de pêche innovante.
 - Survie des espèces halieutiques après remise à l'eau.
 - Méthodes d'évaluations alternatives des stocks d'Elasmobranches (raies).
 - Recherche en science sociales : sociologie/anthropologie/géographique pour un accompagnement de la mise en œuvre des mesures et l'atteinte des objectifs.
 - Recherche/étude sur la notion de territoire maritime.

Est-ce que le processus d'élaboration des DSF prend en considération toutes les connaissances scientifiques et notamment les dernières connues ?

- Difficile à appréhender mais en ce qui concerne la pêche les données datent de 2014 voire 2012 (à disposition fiches SIH 2017). Questionnement sur l'intégration des données CHARM pour les ZFH : les éléments cartographiques qui apparaissent sont assez vagues (pas de zonage) et pas vraiment de hiérarchisation de l'importance de certaines zones pour le cycle fonctionnel des espèces (notamment dans les 3 estuaires : nourricerie de soles protégées par arrêtés ministérielles pour la pêche ou données Élasmobranches dans le Golfe Normand Breton).

Est-ce que les objectifs et les cartes des vocations tiennent compte des connaissances scientifiques ?

- Difficile à appréhender mais voir ci-dessus manque de détails sur ZFH et absence de cartographie des gisements.
- Objectifs économiques ont un niveau « d'intensité » plus faibles car réalisés par les acteurs avec peu de moyens contrairement aux objectifs environnementaux.
- Objectifs sociaux (et sociétaux) absents, malgré des demandes formelles d'apport de sciences humaines exprimées dans les CMF (sociologie, anthropologie...).
- Manque un lien « science et société » avec les aquariums et l'économie bleue.
- Absence de connaissances sur les impacts de l'éolien en mer.
- Pas en lien directement avec la recherche mais pour la pêche sous-estimation du caractère européen de l'enjeu et notamment existence de droits historiques dans les zones de pêcheurs étrangers ou suite au Brexit du futur report des activités de pêche française dans nos eaux si plus d'accès aux eaux britanniques.
- L'Étude des interactions existantes ou à venir entre les enjeux écologiques et les enjeux socio-économiques est réalisée en regroupant les divers secteurs d'activité entre eux et leurs pressions sont appréciées au niveau générique, ce qui conduit à une imprécision des résultats.
- Les pressions exercées par les pollutions telluriques sur les différents enjeux écologiques (voire socio-économiques) ne sont pas assez détaillées.

Quel est votre avis sur la description de l'état des lieux et les enjeux pour la recherche et l'innovation ainsi que pour les objectifs stratégiques fixés en la matière ?

- État des lieux assez général, il conviendra de le préciser à l'aide de la cartographie de la recherche en cours de réalisation pour le MTES, manque notamment le SMEL.
- Objectifs de la recherche et innovation axés sur le renforcement du Pôle de Compétitivité Aquimer mais ne pas minimiser l'importance du renforcement et maintien de l'Ifremer sur les thématiques pêche dans la région (HdF et Normandie). Valorisation du bassin d'essai de Boulogne sur mer en termes de technologie des pêches.
- Manque de connaissance scientifique de l'état des habitats, leur localisation et les effets des activités humaines sur ces habitats. Cette insuffisance pousse les autorités environnementales à recourir à l'approche de précaution et à l'adoption de mesures limitatives des activités humaines disproportionnées au regard des objectifs environnementaux. Cette disproportion génère une incompréhension des usagers et acteurs économiques concernés et un rejet par eux de ces mesures.

Identifier les manques en termes de connaissances scientifiques et qu'il conviendrait d'acquérir en vue du cycle 2 des DSF.

- Pollution de l'eau par les résidus médicamenteux (perturbateurs endocriniens).
- Changement climatique et modification des populations halieutiques (sur la migration la reproduction) : conséquences sur les zones essentielles pour les pêcheurs.
- Conséquence du Brexit sur les collaborations scientifiques outre-Manche, sur le potentiel report d'activité sur les zones de pêches dans les eaux françaises.
- Impact des éoliennes sur les habitats et espèces ? (Retour d'expérience sur les autres parcs européens) et énergies alternatives ?
- Connaissances et cartographie plus précises sur les périodes importantes du cycle de vie des ressources halieutiques (fraie, nourrissage, migration).
- Amélioration des connaissances sur les habitats marins.
- Motorisation alternative des navires.
- Sélectivité des engins de pêche et technique de pêche innovante.
- Survie des espèces halieutiques après remise à l'eau.
- Méthodes d'évaluations alternatives des stocks d'Elasmobranches (raies).
- Recherche en science sociales : sociologie/anthropologie/géographique pour un accompagnement de la mise en œuvre des mesures et l'atteinte des objectifs.
- Recherche/étude sur la notion de territoire maritime.

Commentaires généraux

Les documents NAMO sont très instructifs ! Le travail effectué est énorme et c'est un très bon début pour une appréhension compréhensive et intelligente de la façade. Néanmoins, les expertises sont cloisonnées, il manque un peu de transversalité dans l'analyse scientifique, qui est importante pour les indicateurs.

Le travail effectué est très ample et, pour la façade NAMO, relativement complet en études, approches et analyses. Il reste peut-être encore fragmenté parce qu'il a dû répondre en un temps plus court que les autres façades mais peut-être aussi parce qu'il fait intervenir des experts et des communautés très différentes (comme il en est pour les autres façades) et il faudra probablement un peu de temps pour que le tout s'homogénéise et que les indicateurs et le plan d'action suivent, avec ambition, l'état de lieu et des nouveaux enjeux qui certainement il faudra considérer dans un futur proche.

Globalement avis positif. Attestation que ce DSF a été co-construit avec les parties prenantes dont les scientifiques. Les parties les plus intéressantes et les plus difficiles à construire sont les parties 3 (indicateurs) et 4 (Plan d'action) non encore disponibles ; la consultation sur les parties 1 et 2 est certes indispensable mais moins critique car appuyée sur de nombreux éléments factuels et plus consensuels. La démarche complète, très étalée dans le temps fait que l'on s'expose à des changements de contexte et une absence de réponse à des phénomènes demandant une réponse plus urgente.

Commentaires de la synthèse du DSF NAMO

Chap. 1 Caractéristiques physiques, démographiques, environnementales

L'inventaire s'appuie sur les données disponibles et le processus d'élaboration itératif a fait appel à toutes les connaissances en particulier dans les phases de restitution auprès des instances CRML et ARML et dans les ateliers organisés en concertation avec la Direction Mer du Conseil Régional pour ce qui concerne la Bretagne. Pour autant, la connaissance n'est que partielle et demande toujours à être approfondie et le développement de nouvelles activités est aussi une opportunité pour acquérir de nouvelles connaissances (par exemple : Litto3D n'a fait l'objet d'un contrat de déploiement avec la région Bretagne que récemment, les parcs marins sont aussi l'occasion de formaliser des connaissances, la connaissance des impacts des EMR ne peut se faire qu'au fur et à mesure de leur déploiement, les travaux maritimes de grande ampleur comme l'extension par poldérisation du port de Brest, les échouages d'algues vertes, et les extractions de granulats, ou encore les phénomènes de surmortalité des huîtres...).

Cet inventaire est très exhaustif et se base sur des jeux de données très nombreux comme le démontrent les nombreuses et épaisses annexes qui les détaillent. Il est organisé en différents thèmes/annexes/chapitres. Après une lecture de l'ensemble des documents, il apparaît clairement que les bases de données en NAMO sont très importantes en quantité et diversité. Elles ont été toutes analysées avec expertise. Cependant, on peut se poser la question si toutes les analyses ont pu être produites en concertation entre les groupes d'experts et si tous les groupes d'experts présents en Bretagne ont été tous sollicités. Cette question se pose parce que les analyses faites ont des échelles différentes. Si cela se comprend car toutes les données ne sont pas disponibles sur toute la façade avec la même couverture spatio-temporelle, il aurait été pertinent de discuter et mettre en œuvre parfois des analyses sur les mêmes zones. Ainsi, dans le cas de l'eutrophisation, par exemple, la région étudiée est celle du plateau et de la pente continentale mais non la zone littorale. Celle-ci par contre est analysée dans le cadre de la pollution (bien que l'analyse – et peut-être les données –

pour cette dernière s'arrêtent probablement au littoral). Or, s'il est assez normal que l'eutrophisation (qui pourrait survenir comme conséquence aux concentrations très fortes de nitrates dans les eaux fluviales de la région) n'atteint pas des échelles alarmantes sur ces zones, où la circulation océanique les disperse rapidement, elle est probablement beaucoup plus forte dans certaines zones littorales en parallèle des polluants chimiques.

Aussi, nulle part est mentionné l'enjeu sur l'impact du changement climatique sinon sur une augmentation de l'érosion à cause de la montée de niveau de la mer. Or, il ne fait plus de doute que le changement climatique impactera assez vite et de manière très importantes plusieurs secteurs (érosion avec l'augmentation de l'intensité des tempêtes qui se conjugue avec les effets de la montée des eaux, mais aussi de pluie plus importantes qui lessiveront le continent et le littoral de façon plus intense, l'augmentation de la température de la mer pourra impacter les activités de pêche, conchylicoles et l'aquaculture (par exemple à cause de vibrioses se déclenchant lors de températures limites plus fréquemment atteintes) et donc des indicateurs et activités traités dans le document.

Concernant les 14 enjeux socio-économiques communs et transversaux (p 10), ils sont conformes aux travaux de la Section Mer et Littoral du CESER de Bretagne.

Enjeux propres aux EMR (p 11) il y a nécessité de ne pas utiliser la PPE mais de raisonner en termes de potentiel pour anticiper les concertations et l'attractivité pour les projets industriels, envisager aussi le non raccord au réseau et les co-produits.

Enjeux Ports (p 12) : le CESER de Bretagne a fait la proposition d'identifier dans chaque port des ZEMIR (Zone d'économie maritime d'intérêt régional) de façon à réserver ou reconstituer un potentiel foncier de croissance.

Enjeux nautisme et loisirs (p 12) : la transformation numérique est à souligner.

Enjeux aquaculture (p 14) : il y a des enjeux d'accès à l'eau de mer pour des installations à terre en lien avec les produits de la mer, l'aquaculture à terre et les biotechnologies marines (réseau d'eau de mer, points de captage, accès bord à quai).

Rien n'a été identifié directement sur les activités liées à la surveillance (p 14) ?

Enjeux écologiques

Il est très important de considérer ces enjeux écologiques dans toute analyse économique et en termes de plan d'action et non séparément. Ainsi, il serait opportun de les considérer dans leur ensemble après que ceux-ci aient été détaillés par sous-région en se basant sur la connaissance scientifique, quitte à développer des nouveaux axes (par exemple, quid de l'adaptation au changement climatique ?).

A partir du moment où l'on met dans les enjeux écologiques, l'acquisition et le partage d'un socle commun de connaissances... il y a tout !

Il est mentionné (p 16) la problématique des impacts cumulés qui a besoin pour se développer d'un corpus de connaissances lequel doit on le rappeler est assez restreint à ce jour.

Enjeux paysagers, culturels, risques, §1.3 et 1.4 : la Vendée me semble être un peu à part...le sud et le nord de l'estuaire de la Loire sont quand même différents en termes de géologie et de risques. Par ailleurs la pression foncière est très modulée le long du littoral quand on descend à la commune, les effets (positifs) de la loi Littoral sont intervenus à un stade plus ou moins tardif selon la dynamique de développement vs la dynamique de protection.

§1.5 une densité exceptionnelle... d'où un contexte très favorable à la prise en compte de la connaissance scientifique dans les projets de développement. On ne peut qu'être d'accord !

§1.6 instances de GIZC et de concertation nombreuses et pour certaines anciennes sont également un facteur très favorables.

§1.7 interactions... ne pas oublier les enjeux de réutilisation des zones portuaires et du DPM pour des activités industrielles portuaires et non pour l'urbanisation. Par ailleurs le rapport du CESER de Bretagne « Produire ET résider sur le littoral en Bretagne » après avoir examiné les interactions positives et négatives entre les différentes dynamiques à l'œuvre sur le littoral (tout à fait en accord avec les pages 20 à 25, avait classifié les difficultés auxquelles les porteurs de projet doivent faire face en 4 catégories : i) le manque d'espace ou d'identification des espaces et de leurs caractéristiques, ii) la lisibilité de la gouvernance (qui décide de quoi), iii) des problématiques spécifiques à certaines activités en mer comme un TRI long ou la nécessité d'expérimenter et enfin iv) la problématique de professionnaliser et objectiver la concertation. On aurait pu s'en inspirer où y faire référence.

Chap. 2 Vision pour la façade

Les enjeux intégrateurs sont très compréhensifs et incluent le besoin en connaissance (SHS également), ainsi que la recherche et l'innovation. La subdivision en 4 espaces est logique et robuste.

Les questions sur l'avenir sont elles aussi, bien que générique, relativement compréhensives et appropriées.

Les enjeux intégrateurs (p 26) prennent tous en compte le besoin de connaissance et la recherche et développement dans les 4 espaces identifiés.

Les deux premiers enjeux intégrateurs (p 27) sont vraiment très liés, on peut difficilement envisager un bon état écologique sans une bonne qualité des eaux territoriales.

Dans l'enjeu intégrateur lié au développement économique (p 28) on aurait pu inclure les activités de sécurité et de défense - qui font l'objet d'un enjeu spécifique (p 29) - car elles représentent (au moins pour la Bretagne) un tiers des emplois maritimes et s'appuyant sur de fortes compétences en TIC, participent à la transformation numérique de tous les secteurs économiques. A défaut il faudrait le citer dans cet enjeu spécifique.

Dans l'enjeu 6 (p 29), qui touche à l'urbanisme, il faudrait aborder la notion de territoire d'action en ce qui concerne le littoral. Ce ne peut être la commune trop restreinte, c'est au minimum l'EPCI et souvent le pays (au sens du pays de la loi Voynet). Les politiques de mobilité et les choix d'urbanisme ne peuvent se traiter correctement qu'en englobant les communes rétro-littorales.

Pour les 3 derniers enjeux (p 29 et 30), on aurait pu insister sur l'apport des SHS dans les outils et pratiques de la concertation.

Les questions abordées (p 31 et 32) sont englobantes et pertinentes, cependant les réponses qui constituent « la vision » sont à apporter à l'échelle du territoire pertinent d'action, qui ne peut être réduit à celui de la DIRM, mais doit prendre en compte celui des collectivités qui ont les leviers d'action, en particulier en matière de développement économique et d'appropriation mais également dans une certaine mesure sur la connaissance, via les politiques de soutien à la Recherche appliquée aux écosystèmes littoraux.

Il vaut mieux parler de transformation numérique que de transition (p 32) car l'évolution est permanente.

Les objectifs

La plupart des objectifs sont basés sur la connaissance de l'existant et sur des indicateurs très locaux. Par exemple, si naturellement il est capital de surveiller et limiter les perturbations locales, il serait bien d'en développer certains objectifs basés sur l'environnement à l'échelle de la façade et en lien avec les autres façades limitrophes.

Les cartes des vocations semblent être appropriées par rapport à la régionalisation des activités, bien qu'il soit certainement difficile de sectoriser celles-ci.

D1-3 : jamais entendu parler de menaces sur les tortues en NAMO ?

De nombreux objectifs D1 à D11 liés à la DCSMM sont exprimés en termes de limitation des perturbations ; ce qui dans la pratique pour l'implantation de nouvelles activités pose la question de la quantification de ce qui est acceptable en termes de résilience de l'écosystème considéré. Aucune activité n'a une incidence nulle

mais une incidence ne signifie pas une perte de fonctionnalité. C'est sans doute là qu'est le principal manque de connaissances pour éclairer les controverses naissantes (cas de l'algoculture ou de l'extraction de sables coquilliers).

Dans les objectifs socio-économiques, celui lié au développement des EMR est malheureusement conditionné et fortement réduit par la PPE dont certains services de l'Etat s'évertuent à exclure les EMR au profit du maintien et du développement de l'électronucléaire. Alors que cela pourrait être un fort relais de croissance et d'exportation, la PPE minore et décrédibilise le potentiel français en contradiction avec la volonté des façades. Comment en sortir ?

La carte des vocations à ce niveau de détail est tout à fait conforme aux souhaits qui ont été exprimés lors des phases de concertation et de consultation. C'est une première étape qu'il faut saluer. La phase de planification de détail d'une part et de quantification des objectifs d'autre part étant beaucoup plus complexe, mobilisera toutes les connaissances disponibles, fera apparaître les manques et demandera une maîtrise accrue des processus de concertation.

Le document stratégique de façade Sud-Atlantique est très informatif et de très bonne qualité. Néanmoins, il manque l'intégration des connaissances environnementales dans les stratégies socio-économiques. En effet, il n'y a pas suffisamment de croisement entre les stratégies socio-économiques et environnementales.

Le document devrait également énoncer les priorités, ce qui n'est pas le cas.

Commentaires généraux

Si le « document principal » du document Stratégique de Façade (DSF) Méditerranée est bien écrit et présente clairement les objectifs, le reste de la lecture de l'ensemble du document est peu aisée car trop important et bien souvent criblée d'acronymes (notamment son annexe 2 « synthèse scientifique »).

Il est également à noter la grande prudence des rédacteurs du DSF notamment sur les indicateurs ou sur les manques de connaissances ainsi que sur les objectifs.

La proposition de DSF Méditerranée est dense, riche, souligne l'importance de réduire les impacts des activités anthropiques, et note des manques de connaissance mais en oublie d'autres notamment sur la biodiversité, sur les solutions techniques à creuser pour atteindre le bon état écologique et ne fait pas mention des problèmes de santé notamment ceux liés à la consommation de produits de la mer contaminés par les intrants terrestres. Il n'y a pas de mention aux sciences humaines et sociales.

Une synthèse générale d'une dizaine de pages serait utile.

Quelques propositions de corrections et commentaires du document principal

P 9 : écrire environ 10% dans la phrase : « *Point chaud* » de biodiversité à l'échelle de la planète, la mer Méditerranée comprend des habitats remarquables (herbiers, notamment de Posidonie, fonds coralligènes, lagunes côtières, entre autres) accueillant plus de 17 000 espèces - soit 10 % des espèces répertoriées mondialement – alors qu'elle ne représente qu'1 % de la surface maritime du globe.

Le nombre d'espèces connues aujourd'hui est de plus de 1700 000 et pas de 2 M.

P 14 : il manque sur la carte au niveau de Marseille et de Sète une petite marque grise précisant qu'il existe un pôle universitaire connaissance et recherche sur la mer et le littoral.

P 17 : remplacer les coraux blancs, jaunes, rouges, noirs par : diverses espèces de coraux dans la phrase : « *Le talus océanique avec notamment les canyons de Lacaze-Duthiers, Cassidaigne, Porto et Valinco et les monts sous-marins d'Asinara et du Cap Corse présentent une faune fixée très diversifiée sur les secteurs rocheux (coraux blancs, jaunes, rouges et noirs, gorgones, éponges et huîtres)* »

P 18 : Carte : corriger le mot amphihalins en amphihalins

Les lecteurs ne savent pas obligatoirement ce que sont les élasmobranches mettre entre parenthèses : raies et requins

Pourquoi tous les cours d'eau ne sont pas en bleu ?

P 20 : 1-4 les sites, les paysages et le patrimoine. Il est surprenant qu'il ne soit pas fait état des risques de sismicité dans cette partie du littoral.

P22 : Il serait plus rigoureux de **préciser le nombre d'années** entre les observations dans la phrase : « *L'indicateur national de l'érosion côtière indique les tendances moyennes de l'évolution du trait de côte, issues de l'observation des côtes pouvant être espacées de plusieurs années. Cet indicateur pourrait ne pas représenter fidèlement la situation actuelle et ne saurait être utilisé pour établir des prévisions d'évolution du trait de côte.* »

P 24 : 1-6 : La connaissance, la recherche et la formation

Ce paragraphe présente bien les enjeux de l'acquisition des connaissances.

A l'alinéa sur la recherche la citation entre parenthèse des organismes scientifiques est réductrice et il devrait y avoir une annexe, qui enrichirait la carte incomplète de la page 26 et listant tous les organismes, universités de recherche ainsi que les associations en lien avec le sujet puisqu'elles sont évoquées dans l'alinéa sensibilisation.

Il est pointé les manques de connaissances scientifiques sans toutefois les préciser ni proposer une planification des grandes thématiques de recherche.

A noter la demande (récurrente) d'une meilleure articulation entre recherche et économie.

Il n'est pas fait mention de la recherche sur la santé et des maladies émergentes liées au changement climatique et aux pollutions de tous ordres en Méditerranée.

P 25 : 1-7 : Les initiatives locales de planification.

Le dernier alinéa souligne : « ...instaure pour la première fois une réelle planification permettant de couvrir l'ensemble de l'espace maritime sous juridiction et souveraineté nationale et des activités de toute nature s'y rapportant. », cependant le volet scientifique n'est pas cité alors qu'il est demandé une meilleure coordination avec la recherche et qu'il est essentiel pour une meilleure connaissance et gestion de la mer et du littoral. Il existe toujours une trop grande déconnexion entre la gestion et la recherche.

P32 : Premiers éléments de conclusion : il est regrettable qu'il ne soit pas fait mention de l'indispensable recherche scientifique à poursuivre ou à engager pour aider à réduire les pressions.

P 37 : 2-2 : Avenir souhaité pour la façade à horizon 2030

1. Une exigence : l'atteinte et le maintien du bon état écologique et la préservation d'un littoral attractif.

Pour atteindre cette exigence il est indispensable de bien connaître la biodiversité actuelle or elle n'est pas mentionnée. Si les inventaires de biodiversité sont avancés pour les taxons les plus connus (mammifères, oiseaux, reptiles, poissons), des lacunes persistent notamment pour des invertébrés marins et terrestres.

Réaliser les inventaires de la biodiversité dite « négligée » de la façade maritime pourrait être une ambition à prendre en compte dans ce DSF.

P 39 : e) activités émergentes

Il n'est pas mentionné l'émergence d'une ingénierie écologique bleue, ni celle des métiers naturalistes en accompagnement aux activités de loisirs et de tourisme.

P 43 : Objectifs liés à la réduction des pressions

Ces objectifs à l'horizon 2030 semblent insuffisants notamment pour le « F : Réduire les apports à la mer de contaminants bactériologiques, chimiques et atmosphériques des bassins versants » où le mot réduire devrait être remplacé par supprimer.

Ces objectifs sont trop prudents pour atteindre le bon état écologique et la maîtrise des impacts anthropiques.